

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 01/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMITRED - SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR**

Usine d'Incinération  
Site de Quelven  
22140 Pluzunet

Références : 2026.109  
Code AIOT : 0005500338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement SMITRED - SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR implanté SITE DU QUELVEN VALORYS 22140 Pluzunet. L'inspection a été annoncée le 25/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a été informée, le mercredi 25/03/2026, vers 8h30, par l'astreinte du service interministériel de défense et de protection civile de la survenue d'un incendie sur le site de l'unité de valorisation énergétique du SMITRED située à Pluzunet. L'incendie a été détecté par un agent d'exploitation aux alentours de 6h45, dans la zone de stockage des déchets métalliques issus de la collecte sélective. L'intervention des pompiers, coordonnée avec

l'exploitant, a débuté à 7h15. Les déchets ont été étalés pour faciliter l'extinction. Pour éteindre l'incendie, deux lances (250 L/min) ont été mises en œuvre pendant une durée d'une heure, soit un volume total de 30 m<sup>3</sup> d'eau prélevé sur le réseau incendie du site. Les eaux d'extinction ont été confinées dans la lagune dédiée. Les conditions météorologiques venteuses ont favorisé la dispersion rapide des fumées de l'incendie. L'inspection s'est rendue sur place le matin même vers 11h00.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMITRED - SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DE TRI DE RECYCLAGE D'ELIMINATION DES DECHETS OUEST D'ARMOR
- SITE DU QUELVEN VALORYS 22140 Pluzunet
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SMITRED Ouest Armor exploite sur son site de PLUZUNET une usine d'incinération et de valorisation énergétique de déchets non dangereux ainsi qu'une installation de maturation de mâchefers. Le site comporte également une unité de traitement des déchets d'activité de soins à risque infectieux (éliminés dans l'unité de valorisation énergétique), un centre de tri ainsi qu'une unité de broyage de déchets de bois. L'ensemble des activités est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (directive IED).

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire  | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Rapport d'incident           | Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69                        | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 4  | Aire de stockage des déchets | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Points 2.1, 2.7 et 3.5 de l'annexe 1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire   | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|-------------------|
| 2  | Isolement du réseau de collecte   | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 2.9 de l'annexe 1 | Sans objet        |
| 3  | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 9.2.3                   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie survenu sur le site a été rapidement maîtrisé par l'exploitant et les services de secours, grâce à la mobilisation des moyens disponibles sur le site, notamment le poteau incendie. L'activation de la vanne de confinement des eaux d'extinction a permis de retenir sur site les eaux susceptibles d'être polluées. L'hypothèse privilégiée de ce départ de feu est la présence probable d'une batterie au sein du lot de déchets métalliques. Cet événement met en avant, d'une part, la combustibilité des déchets stockés, et d'autre part, un risque lié à la présence indésirable de déchets dangereux dans le flux de déchets malgré les opérations de tri réalisées. Il est demandé à l'exploitant d'analyser cet accident afin de renforcer les dispositifs de détection et de surveillance, dans le but de prévenir la survenue de tels événements et de limiter leurs conséquences.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'incident

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Télédéclaration incident  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p> |

- Arrêté Préfectoral du 14 octobre 2016 - Article 9.4.2 relatives aux eau d'extinction :

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets. [...] Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

- Arrêté Ministériel du 6 juin 2018 - Annexe 1. Point 3.6 : Opérations de tri et conditionnement des déchets :

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

### Constats :

L'inspection des installations classées a été informée par le service interministériel de défense et de protection civile de l'incendie le 25/03/2026 vers 8h30. L'exploitant a procédé à la déclaration en ligne de l'incident le 25/03/2026 à 13h10. La chronologie des événements, telle que rapportée, est la suivante :

1. 6h45 : Constat par un opérateur d'un départ de feu dans une zone de stockage de paquets de déchets métalliques (d'un volume d'environ 25 tonnes), suite à la détection d'une odeur suspecte lors de sa ronde;
2. 6h58 : Appel des pompiers, fermeture de la vanne de confinement de la lagune n°2;
3. 7h16 : Arrivée des secours et extinction à l'aide d'une lance (500 l/min) puis deux lances (250 l/min) pendant une durée d'une heure, soit un volume total d'environ 30 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction qui ont été confinées dans la lagune n°2. Pour faciliter l'intervention des secours et l'extinction, les paquets déchets de métal ferreux ont été étalés par l'exploitant.

S'agissant de la gestion des déchets liés à l'incendie, l'exploitant indique que les paquets de métaux endommagés par le feu seront repris et traités par une société de recyclage d'acier. Les eaux d'extinction, confinées dans la lagune n°2, seront traitées sur le site directement par l'exploitant, par incinération dans son installation. L'exploitant estime que la cause probable de l'incendie est liée à une batterie, dont la présence dans le flux du tri sélectif n'a pas été détectée. L'exploitant s'engage à mener une réflexion en interne sur la prévention et la gestion de ce type d'incident.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'inspection demande à l'exploitant de fournir, en complément de sa déclaration, un rapport d'analyse visant à identifier les causes profondes de l'incident et, le cas échéant, les axes d'amélioration à mettre en œuvre pour prévenir la survenue d'événements similaires et en maîtriser les conséquences.

Ce rapport devra notamment comporter l'identification des mesures existantes pour détecter, le plus en amont possible, les déchets indésirables dans la chaîne de tri sélectif, ainsi qu'une

|   |
|---|
| réévaluation des risques liés à la présence de déchets dangereux dans le flux de déchets non dangereux. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

#### N° 2 : Isolement du réseau de collecte

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Point 2.9 de l'annexe 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinctions  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>                |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les eaux d'extinction, représentant un volume d'environ 30m<sup>3</sup>, ont été confinées dans la lagune n°2.</p> <p>L'exploitant a précisé que, lors de l'incident, la vanne de confinement des eaux de la lagune n°2 avait été actionnée à distance depuis la salle de commande, puis vérifiée sur place par un technicien. L'inspection a pu constater la fermeture effective de cette vanne, tant sur le terrain qu'en salle de commande.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 9.2.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...]</li> <li>- 2 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN100 susceptibles d'assurer un débit de 60 m3/h ;</li> <li>- une réserve d'eau incendie de 600 m3 utile maintenue en eau en permanence. Ce bassin est pourvu d'une aire de stationnement et de manœuvre des engins de secours. Ces aires devront être dégagées et accessible en permanence et équipée d'une canne d'aspiration ;</li> <li>- un réseau de robinets d'incendie armé d'un diamètre suffisant couvrant l'ensemble des locaux</li> <li>- d'un canon à mousse d'un débit de 1000 l/mn autour de la fosse alimenté en eau et un groupe motopompe avec un débit de 200 m3/h ;</li> </ul> <p>d'un rideau d'eau permettant d'isoler la fosse de déchets et l'unité d'incinération alimenté par le</p> |

|   |
|---|
| <p>groupe motopompe,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau d'extincteur en nombre suffisant adapté au risque,</li> <li>- un ensemble d'exutoires de fumées dotés de commandes manuelles à partir des accès, couvrant l'ensemble des locaux</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure de gestion de l'incendie a été correctement appliquée lors de l'incident. Les pompiers ont pu utiliser le poteau incendie sur place, qui s'est avéré fonctionnel avec un débit de 250 L/min.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 4 : Aire de stockage des déchets

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Points 2.1, 2.7 et 3.5 de l'annexe 1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation et aménagement</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2.1. Règles d'implantation<br/>[...] Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>2.7. Rétention des sols<br/>Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...]</p> <p>3.5. Entreposage des déchets<br/>Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple). [...] La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zone d'entreposage des déchets métalliques :</li> </ul>   |

Le départ d'incendie s'est produit dans une alvéole contenant des déchets métalliques issus de la collecte sélective (déchets conditionnés sous forme de paquets compressés). Bien que ces déchets de métaux soient, en principe, non combustibles, l'incident a mis en évidence la possibilité du déclenchement d'un incendie. Celui-ci peut s'expliquer par la présence, d'une part, d'une batterie indésirable dans la collecte sélective et, d'autre part, par la fraction combustible résiduelle (emballages, étiquettes, résidus alimentaires, etc.) présente dans les paquets de déchets et susceptible d'avoir contribué au développement de l'incendie. L'inspection constate que l'alvéole est délimitée par des bennes/conteneurs vides ainsi que par deux parois latérales en béton. Selon les définitions de l'arrêté ministériel, les petits îlots contenant des déchets combustibles doivent être séparés des autres zones d'entreposage voisines par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. L'inspection a observé que la zone de stockage adjacente de déchets d'aluminium n'est ni matérialisée ni délimitée et que celle-ci est située à proximité directe de la bande enherbée et de la clôture du site. L'inspection relève que l'incendie a par ailleurs endommagé le revêtement du sol de l'alvéole, compromettant son étanchéité.

- Plateforme de stockage des bouteilles de gaz :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du site indique, s'agissant de la rubrique 2713, une capacité de stockage de bouteille de gaz vide sur une plateforme de 490m<sup>2</sup>. L'inspection a relevé que les bouteilles de gaz sont stockées directement contre le mur d'un bâtiment sans apporter la preuve de leur vidange complète (présence des bouchons sur les bouteilles, présence résiduelle de gaz possible).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection formule les demandes suivantes :

- Procéder à la remise en état du revêtement de manière à garantir les propriétés incombustibles et étanches du sol pour l'entreposage des déchets de métaux ;
- Organiser l'entreposage des déchets conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel (aires distinctes et clairement repérées), vérifier notamment la distance d'implantation vis-à-vis des bâtiments et des autres zones d'entreposage (murs coupe-feu, distance minimale de sécurité);
- Justifier que l'entreposage des bouteilles de gaz relève de la rubrique 2713 (transit de déchets de métaux non dangereux) et non de la rubrique 2718 (transit de déchets dangereux)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois